

de 1972. En Colombie-Britannique, l'emploi s'est accru de 6.6 p. 100.

Depuis nombre d'années, la population active du Canada est, de tous les pays industriels, celle qui connaît la plus forte croissance. L'an dernier, le marché du travail a accueilli des Canadiens à un rythme beaucoup plus élevé qu'auparavant, à cause surtout des nouveaux emplois et peut-être de l'expansion rapide de l'économie. La population active s'est accrue de 388,000 au pays, soit à un taux record de 4.4 p. 100. C'est beaucoup plus que le record précédent de 3.9 p. 100 enregistré en 1957 et 1966. Dans les provinces de l'Atlantique, l'augmentation de la population active a dépassé de beaucoup celle du taux national en s'établissant à 6.3 p. 100, si bien que le taux du chômage est resté à peu près le même.

● (2120)

Dans toutes les autres régions, le taux de chômage a diminué. Sur le plan national, le taux moyen de chômage a baissé de 6.3 p. 100 en 1972 à 5.6 p. 100 en 1973, ce qui est encore trop, il faut l'admettre. Personne ne veut qu'il y ait du chômage mais personne ne peut nier le dynamisme de notre économie. Personne ne peut nier que la population active a augmenté comme je l'ai dit et que les perspectives économiques pour 1974 sont loin de correspondre à la description pessimiste qu'a faite le leader de l'opposition; il a proclamé de manière non équivoque et manifeste son opposition au gouvernement actuel du Canada.

L'accroissement de nos exportations qui ont progressé de 22.3 p. 100 l'an dernier, atteignant un record pour l'après-guerre, en regard de 9.9 p. 100 en 1972, sera plus lent, il faut l'admettre, que ce qu'on escomptait par ailleurs; cela est dû au ralentissement de la croissance économique chez nos principaux associés commerciaux qui dépendent tellement—beaucoup plus que nous—de l'importation d'énergie. Les perspectives pour 1974 ne justifient certes pas les vues pessimistes du leader de l'opposition.

Il en est de même des perspectives d'investissement de capitaux. Nous avons besoin d'une forte augmentation des investissements de capitaux dans de nouvelles industries de production afin d'accroître le débit de matériel et de matériaux qui accusent des pénuries; c'est ce qui se passe actuellement.

En 1973, les investissements de capitaux ont augmenté, en chiffres nets, déduction faite des hausses de prix, de 11.7 p. 100—plus de quatre fois l'augmentation de 1972. Les investissements immobiliers se sont accrus de 20.9 p. 100 en valeur et de 8.8 p. 100 en volume en 1973. D'après une enquête faite auprès de 200 de nos grandes entreprises, et dont les résultats ont été publiés en novembre, il y a eu en 1974 une augmentation de 21 p. 100 des investissements dans l'équipement et dans la construction—ceci représente une hausse de 46.5 p. 100 pour le seul secteur de la fabrication.

Ces chiffres publiés par Statistique Canada il y a quelques semaines vont à l'encontre de ce qu'a prétendu le leader de l'opposition dans le discours énergique et détaillé qu'il a fait ce soir. Il a parlé d'inflation et on s'y attendait—c'est peut-être notre problème le plus important, mais ce n'est pas un problème qui nous est particulier. Tous les pays du monde sont victimes de l'inflation à l'heure actuelle, C'est un de nos principaux soucis et c'est une des grandes préoccupations du gouvernement et des Canadiens en général. C'est un problème extrêmement grave, non seulement pour les pays industrialisés comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et le

Canada, mais pour les pays sous-développés également, qui bénéficient si largement de notre aide extérieure.

Qu'a fait le gouvernement pour répartir aussi équitablement que possible le fardeau de l'inflation? Je ne crois pas que le chef de l'opposition lui ait rendu justice ce soir, car on pourrait presque déduire de ses propos que le gouvernement ne se préoccupait pas du problème, qu'il a fait bien peu de chose pour en atténuer les effets, encore moins pour en arriver à une solution. Ma foi, voici quelques-unes de ses réalisations.

Il a relevé les pensions et les allocations familiales et les a indexées sur le coût de la vie. Même si cela a été suggéré par le chef de l'opposition de l'autre endroit, cela n'enlève rien à la valeur de l'initiative du gouvernement. C'est le rôle des partis, de quelque côté qu'il soit, du côté ministériel ou du côté de l'opposition, de présenter de bonnes propositions, et le gouvernement qui accepte des propositions de partis de l'opposition ne fait que son devoir—bien que je ne sois pas tellement sûr qu'il se soit agi d'une suggestion du chef de l'opposition de l'autre endroit.

L'honorable M. Flynn: Quelle subtilité.

L'honorable M. Martin: Nous avons accordé des subventions pour réduire la hausse du pain et du lait, bien que tout semble indiquer actuellement qu'il se produira peut-être une hausse de 3c. ou du montant que proposent quelques boulangeries.

Le gouvernement a indexé l'impôt sur le revenu des particuliers sur le coût de la vie. Le gouvernement a protégé le marché canadien du pétrole des bouleversements mondiaux. Il a abaissé le prix de plusieurs produits, en faveur du consommateur grâce à des politiques tarifaires et commerciales.

Le premier ministre nie que le coût de la main-d'œuvre soit le facteur dominant de la hausse actuelle des prix. On peut sûrement dire que la main-d'œuvre ne s'est pas prévalu dernièrement de son pouvoir pour imposer un fardeau économique injuste aux autres Canadiens.

L'économie mondiale, je le répète, a subi les effets de la hausse actuelle du coût de la vie. En supposant que nous ayons contribué à l'inflation, comment peut-on croire que le Canada ait pu être immunisé contre cette situation économique mondiale, lorsqu'on se rend compte que plus d'un cinquième de notre produit annuel brut provient du commerce extérieur? Comparativement à d'autres pays industrialisés, notre situation s'est légèrement améliorée par rapport à la moyenne des quatre dernières années. Notre dollar est fort. Nos devises sont recherchées. On sent que notre économie est vigoureuse.

La semaine dernière, Statistique Canada a publié des chiffres qui révèlent que le rythme réel de croissance atteint par le Canada en 1973 avait été le plus élevé en 17 ans. Cela ne peut être que révélateur. Au Canada, l'an dernier, plus d'emplois ont été créés, comme je l'ai démontré il y a quelques instants, qu'à n'importe quelle époque de notre histoire.

Il ne fait aucun doute que des mesures énergiques—encore plus énergiques, si cela est possible—doivent être prises contre l'inflation, sur un large front. Nous devons continuer à aider les retraités et les familles à faible revenu, les plus vulnérables, dans leur lutte contre les assauts de l'inflation.

Le gouvernement doit continuer à appliquer des mesures sélectives visant à réduire les assauts de l'inflation. J'ai parlé de l'indexation de l'impôt sur le revenu, de la taxe d'exportation appliquée au pétrole, de subventions